



# Cop 26 : le fiasco de Glasgow !

jeudi 6 janvier 2022, par [Bariaud](#)

**INTERNATIONAL**

## COP 26 : LE FIASCO DE GLASGOW !

Le fiasco de Glasgow met en évidence que le vieux mantra libéral « la somme de des intérêts particuliers aboutit à l'intérêt général » est erroné ! Ce sont bien à cause des inégalités, au local comme au global, que les négociations échouent. Quand 10 % des Français-es les plus riches ont une empreinte carbone de 53 tonnes/an, comment oseraient-ils demander « la sobriété » aux 10 % les plus pauvres (4 tonnes/an) ? À l'international, comment les États-Unis d'Amérique qui représentent 5 % de la population mondiale et 25 % des émissions de gaz à effet de serre (GES), peuvent-ils décemment expliquer aux 46 % d'Africain-es qui n'ont pas d'électricité de continuer à s'en passer ?

Il n'y aura pas de transition écologique sans justice économique et sociale. Cette condition préalable est nécessaire, faute de quoi le scénario mortifère de Glasgow se répètera au XXI<sup>ème</sup> siècle, comme les mêmes égoïsmes avaient conduit au suicide collectif de deux guerres mondiales au XX<sup>ème</sup> !

Les négociations entre les États n'ont pas de quoi nous rassurer : difficultés à fixer des objectifs de baisse de la consommation énergétique, échec pour faire aboutir les négociations sur les divers mécanismes de financements et de subventions directes allant des pays les plus riches vers les plus pauvres pour réduire les émissions. Après avoir dépensé 17 000 milliards d'euros dans le cadre des plans de relance post-Covid, les gouvernements des pays du Nord, dont la responsabilité historique accablante dans le réchauffement actuel n'est plus à démontrer, continuent leur politique impérialiste et de défense des intérêts capitalistes nationaux au mépris des logiques de coopérations tant vantées devant les caméras.

C'est aux sacro-saints mécanismes de marché et aux multinationales que l'on continue de confier le soin d'orchestrer les réponses climatiques. L'article énonce ces politiques, actant notamment la mise en place d'un marché international du carbone pour les entreprises privées et publiques. Les plans dits du « Net Zero » des plus grandes entreprises de la planète ont fleuri déjà bien en amont de la COP, les plus gros pétroliers permettant des séjours alliant au-delà des terres arables actuellement disponibles, l'investissement dans des technologies non-éprouvées de stockage et de filtrage du carbone, en échange de leur niveau d'émission en GES pour les prochaines années.

Plus tout espoir n'est pas perdu, pour autant que l'on écoute la jeunesse mobilisée. Au-delà de l'emblématique Greta Thunberg, les mouvements tels que Youth4Climate, Rise up de l'Africaine Vanessa Nakate... et les manifestations Fridays for Future et autres) ont été nombreuses et malheureusement en marge de la COP 26. L'avenir de la planète appartient à ces nouvelles générations, et elles l'ont bien compris avec 40 000 signatures de la Déclaration Mondiale de la jeunesse<sup>1</sup> à l'issue de la conférence de la jeunesse CoYk.

À la FEIC, nous qui vivons quotidiennement avec nos collègues, collègues, lycéens, étudiants ou retraités, nous qui sommes au service de leur éducation, nous savons que nous devons tous contribuer à leur éducation et ce n'est pas le futur au monde des affaires.

**URGENCE SOCIALE**  
**URGENCE ENVIRONNEMENTALE**

**TOUS MOBILISÉS**

1773, Robin-Darès in « Recherche sur les causes et la nature de la récession des richesses »  
<https://dakar.org/global-social-justice>

Le fiasco de Glasgow met en évidence que le vieux mantra [1] libéral : la somme « des intérêts particuliers aboutit à l'intérêt général » est erroné ! Ce sont bien à cause des inégalités, au local comme au global, que les négociations échouent. Quand 10 % des Français-es les plus riches ont une empreinte carbone de 53 tonnes/an, comment oseraient-ils demander « la sobriété » aux 10 % les plus pauvres (4 tonnes/an) ? À l'international, comment les États-Unis d'Amérique qui représentent 5 % de la population mondiale et 25 % des émissions de gaz à effet de serre (GES), peuvent-ils décemment expliquer aux 46 % d'Africain-es qui n'ont pas d'électricité de continuer à s'en passer ?

Il n'y aura pas de transition écologique sans justice économique et sociale. Cette condition préalable est nécessaire, faute de quoi le scénario mortifère de Glasgow se répètera au XXI<sup>ème</sup> siècle, comme les mêmes égoïsmes avaient conduit au suicide collectif de deux guerres mondiales au XX<sup>ème</sup> !

Les négociations entre les États n'ont pas de quoi nous rassurer : difficultés à fixer des objectifs de baisse de la consommation énergétique, échec pour faire aboutir les négociations sur les divers mécanismes de financements et de subventions directes allant des pays les plus riches vers les plus pauvres pour réduire les émissions. Après avoir dépensé 17 000 milliards d'euros dans le cadre des plans de relance post-Covid, les gouvernements des pays du Nord, dont la responsabilité historique accablante dans le réchauffement actuel n'est plus à démontrer, continuent leur politique impérialiste et de défense des intérêts capitalistes nationaux au mépris des logiques de coopérations tant vantées devant les caméras.

C'est aux sacro-saints mécanismes de marché et aux multinationales que l'on continue de confier le soin d'orchestrer les réponses climatiques. L'article 6 consacre ces politiques, actant notamment la mise en place d'un marché international du carbone pour les entreprises privées et publiques. Les plans dits du « Net Zero » des plus grandes entreprises de la planète ont fleuri déjà bien en amont de la COP, les plus gros pollueur·ses promettant des reboisements allant au-delà des terres arables actuellement disponibles, l'investissement dans des technologies non-éprouvées de stockage et de filtrage du carbone, en échange du maintien, voire de l'augmentation, de leur niveau d'émission en GES pour les prochaines années.

Mais tout espoir n'est pas perdu, pour autant que l'on écoute la jeunesse mobilisée. Au-delà de l'emblématique Greta Thunberg, les mouvements (tels que Youth4climate, Rise up de l'africaine Vanessa Nakaté,...) et les manifestations (Fridays for future et autres) ont été nombreux et malheureusement en marge de la COP 26. L'avenir de la planète appartient à ces nouvelles générations, et elles l'ont bien compris avec 40 000 signatures de la Déclaration Mondiale de la jeunesse [2] à l'issue de la conférence de la jeunesse Coy16.

À la FERC, nous qui vivons quotidiennement avec nos écolier·es, collégien·nes, lycéen·nes, étudiant·es ou thésard·es, nous qui sommes au service de leur émancipation, nous savons que nous devons leur confier l'avenir du Monde et ne pas le laisser au monde des affaires.

---

## Notes

[1] 1776, Adam Smith in « Recherche sur les causes et la nature de la richesse des nations »

[2] <https://ukcoy16.org/global-youth-statement>